

Info Presse AdCF - Intercommunalités de France, 24 juillet 2020

Chute de la commande publique (- 25% au 1er semestre 2020) Les intercommunalités de France appellent à des mesures de relance

Dans cette phase de préparation des plans de relance tant au niveau européen qu'à l'échelle nationale, l'AdCF attire l'attention du gouvernement sur l'enjeu considérable de la commande publique dans une période de récession telle que celle que nous traversons.

L'AdCF a transmis dès le mois d'avril les analyses et réflexions des **intercommunalités de France** pour préparer la reprise d'activité et la relance économique dans les territoires. L'AdCF plaide notamment pour une mobilisation exceptionnelle de la commande publique tout en attirant l'attention sur les **risques d'effondrement** de cette dernière en 2020.

D'après les données du **Baromètre de la commande publique** animé par l'AdCF et la **Banque des territoires**, en partenariat avec la société Vecteur Plus, **la chute de la commande publique au premier semestre 2020 a été de 25% en montants financiers (soit environ – 12 milliards d'euros)**, ce qui est du jamais-vu.

En nombre d'appels d'offres, la chute est de 35% par rapport au premier semestre de l'année précédente (et approche 40% sur le seul second trimestre).

Alors que la commande publique était en phase de rebond depuis 2018-2019, l'AdCF anticipait un effet de tassement en raison des élections municipales et intercommunales (notion de « cycle électoral »). Mais **la crise covid-19, le confinement et le report des élections locales ont eu un effet très amplificateur**, en dégradant l'activité durant plusieurs mois.

Dans ces circonstances, l'AdCF attire l'attention des décideurs publics sur l'impérieuse nécessité d'œuvrer à une reprise puissante dans les meilleurs délais, sans attendre 2021. **Une plus grande visibilité doit être donnée dès cet été aux collectivités sur leurs perspectives budgétaires** et les incidences financières de la crise, **notamment en matière de transports publics**. Beaucoup de collectivités redoutent la dégradation future de leurs équilibres financiers et risquent de renoncer à investir.

L'AdCF plaide pour que des **incitations contractuelles et des soutiens budgétaires** soient proposés aux collectivités maîtres d'ouvrage dans les grandes priorités

d'investissement du pays (transition écologique, équipement numérique, rénovation urbaine et logement, projets industriels, réseaux de soins, mobilités, revitalisation des centres villes...).

L'AdCF encourage ses adhérents à mettre en place des plans de relance territorialisés, co-construits avec les acteurs économiques locaux. Elle plaide pour que ces plans de relance locaux trouvent des soutiens ambitieux dans le cadre des futurs **contrats de développement écologique** annoncés par le Premier ministre. Une mobilisation exceptionnelle des crédits ministériels et des moyens des agences nationales ou opérateurs nationaux est attendue dès le second semestre.

Contacts presse :

Sandrine Guirado - s.guirado@adcf.asso.fr

Yoann Jacquet - y.jacquet@adcf.asso.fr

Assemblée des communautés de France
22/28, rue Joubert
75009 PARIS
01 55 04 89 00
www.adcf.org